



Le FMI tire la sonnette d'alarme pour la Belgique



Marc De Vos

Depuis plus de six mois maintenant, la Belgique est prise comme hypnotisée par un singulier nombrilisme institutionnel. Pendant ce temps, le monde continue de tourner et le tic tac de l'horloge du vieillissement résonne toujours un peu plus fort. Le Fonds Monétaire International réveille le patient de sa torpeur et préconise des mesures budgétaires et socioéconomiques strictes. Le diagnostic et les remèdes sont à la fois clairs et sévères. Mais disposons-nous du système politique pour les mettre en œuvre?

Le Fonds Monétaire International (FMI) vient de publier son analyse annuelle sur la Belgique. Seules les conclusions sont prêtes : l'analyse chiffrée complète est pour plus tard. Mais ce sont les conclusions qui comptent et elles provoquent des frissons. Le FMI va droit au but et confronte nos leaders publics, à la fois à l'intérieur et hors des partis politiques,

à la dure réalité et à leurs propres responsabilités.

Les diagnostics du FMI ne mentent pas. La croissance économique en 2008 sera plus faible que prévu et le demi-pourcent de solde budgétaire positif espéré en guise de préparation au vieillissement est irréaliste. Ni de nouvelles dépenses, ni de nouvelles réductions d'impôts ne sont possibles sans réduire d'autres postes budgétaires. La Belgique est en outre à la traîne en termes de préparation budgétaire du vieillissement.

Le FMI est également franc et réaliste dans ces recommandations. Avec des marges de manœuvre budgétaire limitées et dans un climat économique incertain, il est primordial de limiter les dépenses et de mettre en place des réformes structurelles pour accélérer le moteur belge. Une poignée de ces recommandations : ne pas laisser le budget des soins de santé croître plus rapidement que l'économie (1,6% en 2008), maintenir la modération salariale malgré l'augmentation du coût de la vie, diminuer les subsides publics, gouverner plus efficacement et avec moins de fonctionnaires, réformer l'assurance chômage tout en limitant la

durée des allocations dans le temps, faire disparaître graduellement tout régime de retraite anticipée, et flexibiliser les négociations salariales.

Il s'agit là d'une liste plutôt déconcertante. En effet : qui connaît ne fût-ce qu'un peu la réalité belge sait que de tous ces remèdes représentent autant de maisons sacrées et intouchables. Notre modèle de gouvernement ou de concertation dispose-t-il encore aujourd'hui de la capacité d'action nécessaire pour briser ces obstacles? La question est hélas rhétorique.

En fait, le FMI met le doigt sur ce qui a été dénommé le « *trilemme belge* » : le consensus axiomatique selon lequel nous devons à la fois limiter les dépenses, les augmenter et créer plus d'emplois. Il faut, d'une part, limiter les dépenses, afin de poursuivre la réduction de la dette publique et de créer une marge de manœuvre budgétaire suffisante pour financer le vieillissement de la population. D'autre part, il faut sans cesse augmenter les dépenses : pour assurer davantage de soins de santé, pour financer de meilleures pensions, pour augmenter les allocations et afin de répondre au flux continu des nécessités sociales en mutation permanente, les baisses de pouvoir d'achat et autres. Plus d'emplois sont également nécessaires pour faire face au vieillissement mais ne viendront que par une croissance et une compétitivité accrues, qui elles-mêmes sont facilités par des réductions d'impôts et donc par moins de recettes à court terme.

En l'absence d'une conjoncture favorable, qui génère une marge budgétaire additionnelle, réaliser de manière concomitante ces trois objectifs relève de l'impossible. A l'heure où cette marge fond comme neige au soleil, seule la voie des réformes structurelles peut permettre d'éviter le blocage total du trilemme belge.



Le rapport du FMI est un appel à l'action pour nos responsables politiques. Si nous ne résolvons pas l'impasse institutionnelle, c'est l'état d'urgence socio-économique qui nous menacera bientôt.



Le rapport du FMI doit donc être lu comme un appel à l'action pour nos politiques. En effet, la législature actuelle est la dernière avant que l'impact budgétaire du vieillissement ne se fasse sentir, avec la première vague de pensions de la génération baby-boom prévue pour 2011-2012. Il faudrait donc se lancer toutes voiles dehors afin de mettre en œuvre les dernières réformes préparatoires. Au lieu de cela, nous avons perdu plus d'une demi-année dans un marais institutionnel, ce qui n'a pas échappé non plus au FMI. En attendant, la conjoncture a tourné et la situation budgétaire est devenue critique.

Notre dernière fenêtre d'opportunité avant le vieillissement risque de s'accompagner d'un ralentissement de la conjoncture et de soucis budgétaires. Dans ce contexte les réformes publiques seront particulièrement difficiles. Mais elles sont néanmoins clairement nécessaires. Le rafistolage du budget et les petits bricolages du pouvoir d'achat ne suffisent pas. Il est plus que temps de mettre en œuvre de réelles réformes socio-économiques. Les remèdes que propose le



Le FMI tire la sonnette d'alarme pour la Belgique

FMI ne seront pas accueillis à bras ouverts par tous. Il est possible sans doute de discuter sur des mesures additionnelles et sur les modalités. Mais existe-t-il réellement des alternatives qui ne transfèrent pas l'addition à la génération suivante ?

La conclusion est claire : nous ne devons pas être dédaigneux ou cyniques face à la crise institutionnelle interminable. Si nous ne

résolvons pas l'impasse institutionnelle, c'est l'état d'urgence socio-économique qui nous menacera bientôt.

Marc De Vos
Directeur Itinera Institute

Het Itinera Institute is een onafhankelijke denktank en doetank die, boven partijgrenzen, regionale verschillen en belangengroepen heen, wegen wil aanreiken voor beleidshervormingen met het oog op duurzame economische groei en sociale bescherming in België en zijn regio's.



Itinera Institute VZW-ASBL

Boulevard Leopold II Laan 184d - B-1080 Brussel - Bruxelles

T +32 2 412 02 62 - F +32 2 412 02 69

info@itinerainstitute.org www.itinerainstitute.org

L'Itinera Institute est un think-tank et do-tank indépendant qui, au-dessus et au-delà des partis politiques, des différences régionales et des groupes d'intérêt, veut identifier les chemins de réformes qui garantissent une croissance économique et une protection sociale durables en Belgique et dans ses régions.

Verantwoordelijke uitgever - Editeur responsable: Marc De Vos, Directeur
